

Conflit entre Organisations paysannes et Banque Mondiale: le cas des caféiculteurs du Burundi

Organisateurs : Innovations et réseaux pour le développement (IRED.org)

Intervenants :

Déo Niyonkuru, Secrétaire Général, Appui Au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO) Burundi

Macaire Ntirandekura, Président Confédération Nationale des associations des Caféiculteurs (CNAC) Burundi

Hans de Heer, Représentant de Webcor



Hans de Heer, Fernand Vincent, Déo Niyonkuru, Macaire Ntirandekura

Alors que la culture du café représente l'essentiel de son commerce extérieur, le Burundi voit sa production décliner de façon dramatique. La raison? Une privatisation à marche forcée des exploitations, sans consultation des producteurs locaux. Souvent achetées à bas prix par des multinationales étrangères, les exploitations périlicent faute de coordination.

De surcroît, sans avoir donné leur accord, les paysans remboursent les prêts de la Banque mondiale par le biais de retenues sur les prix à l'exportation. Les agriculteurs burundais ne sont pas contre la privatisation en soi, mais ils veulent mettre ses modalités en question. Peuvent-ils obtenir un statut de partenaires à part entière dans ce processus ?



Public lors d'une table ronde